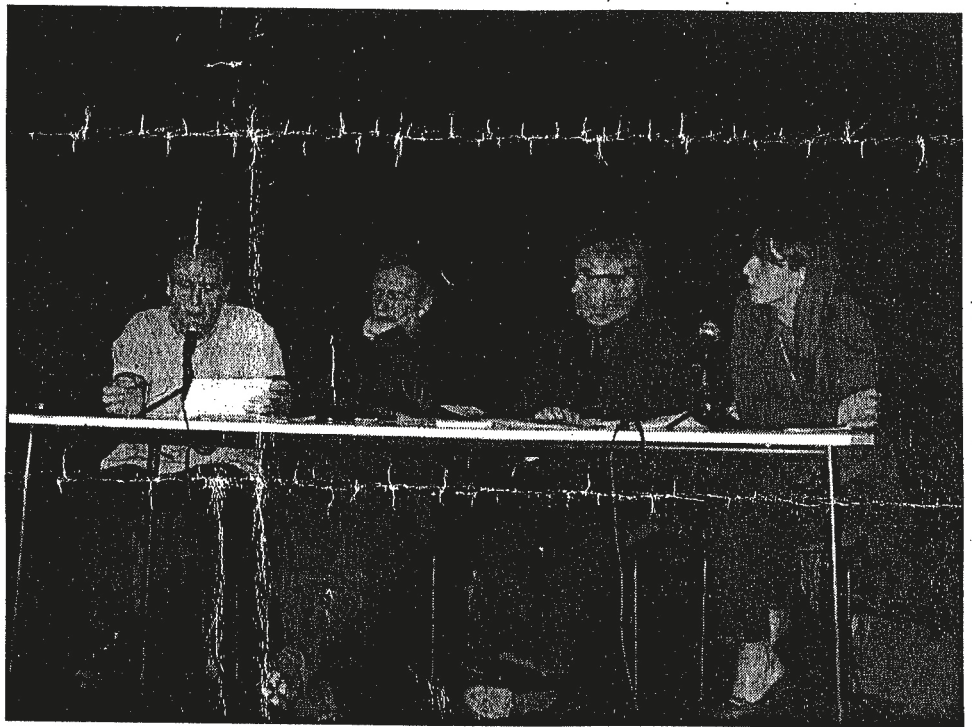


• SANTE

## Franchises médicales : les conséquences inquiètent

Conférence publique sur la protection sociale, salle Edith Piaf, au centre social de Saint-Jean. Une cinquantaine de personnes assistaient aux débats mercredi dernier.



Dc Marc Orrillard, Dc Eric Marsaudon, Christian Boistard et Emmanuelle Heidsiek.

**E**mmanuelle Heidsiek, journaliste écrivain, menait les débats mercredi soir portant sur la détérioration de la protection sociale, après la mise en oeuvre de franchises médicales. La conférencière présentait dans le même temps son roman «Il risque de pleuvoir», paru en février dernier, aux éditions du Seuil, relatant les visées des banques assurances sur la Sécurité sociale. «Pourquoi les assurances privées seraient-elles meilleures gestionnaires que la Sécurité sociale qui a plutôt bien rempli son rôle? pour Emmanuelle Heidsiek, il y a un immense danger à confier la santé à des opérateurs qui agissent pour faire des profits. Il n'y a que les citoyens qui peuvent s'y opposer». Le Docteur Marsau-

don du Centre hospitalier de Châteauroux, qui intervenait aux côtés de la journaliste précisait : «Cette médecine d'achat de soins est comparable au modèle américain, qui commence à montrer quelques défauts, il y a un risque de se focaliser sur ce qui est rentable, au détriment des interventions les plus coûteuses», prise de parole relayée par celle de son confrère, le Docteur Marc Orrillard : «L'enfant qui aura la malchance de naître avec une maladie génétique verra les portes se refermer, et un bon retraité sera un retraité mort, se seront forcément de mauvais clients, le médecin poursuit, actuellement on nous vend du libéral à toutes les sauces». «On voudrait mettre le corps humain au rang de marchandise, on fait

payer en fonction de son état de santé, ce traitement inégalitaire est inadmissible, pour le mutualiste Christian Boistard, la solution est d'amener la Sécurité sociale à prendre en charge 100 % du coût réel des soins, il faut stopper le pillage de la Sécurité sociale par l'Etat». Le non-reversement des taxes prélevées par l'Etat sur l'alcool, le tabac, la publicité pharmaceutique,... conduirait selon les conférenciers au déficit de la Sécurité sociale du coup tout à fait fictif. Ce phénomène, qui a favorisé l'arrivée des assurances privées, pourrait d'après les intervenants, déboucher sur une santé qui serait un commerce auquel seul les plus riches pourraient accéder.

CAROLINE LEGENDRE

L'écho  
La Marseillaise  
du 30 mai 2008